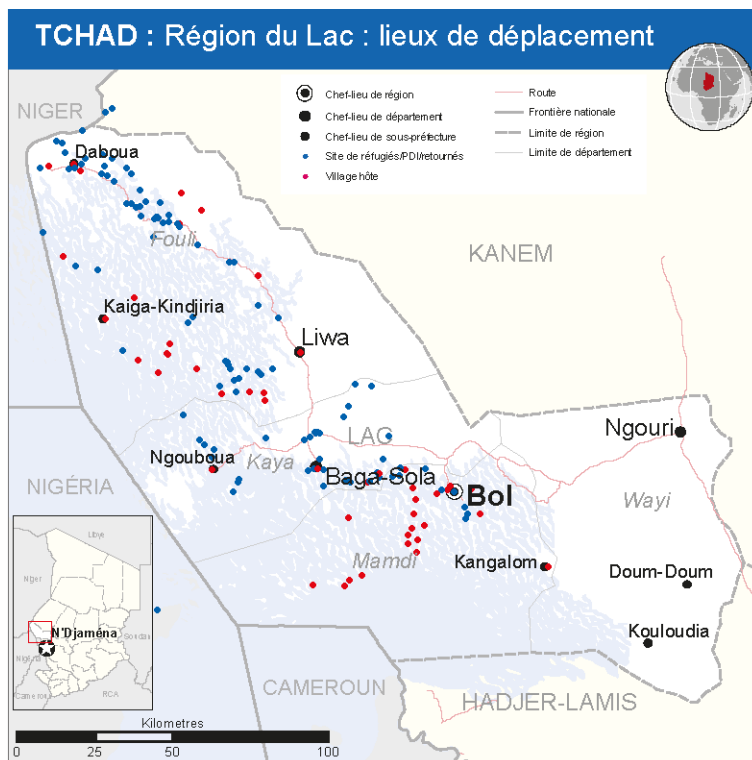




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires et concerne les vagues de déplacements internes depuis le 21 juillet 2015. Il est publié par OCHA Tchad et couvre la période du 1er janvier au 28 février 2018. Le prochain rapport sera publié vers le 15 mai 2018.

## Faits saillants

- Les opérations militaires conjointes de la Force Multinationale Mixte dans le bassin du lac Tchad pourraient entraîner de nouveaux mouvements de population et restreindre l'accès humanitaire dans certaines zones.
- Selon les résultats du Cadre harmonisé de mars 2018, plus de 159 000 personnes seront en phases « crise » et « urgence » dans la région pendant la période de soudure 2018 (juin-août).
- La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Mme. Ursula Mueller, a visité le Tchad et s'est rendue dans la région du Lac le 27 février. Elle a appelé à des financements accrus pour répondre aux besoins humanitaires et de protection, ainsi qu'à la mise en place de solutions durables pour les personnes affectées par la crise dans la région du Lac.
- Plus de 179,4 millions de dollars américains doivent être mobilisés en 2018 pour que la communauté humanitaire puisse soutenir les 353 000 personnes les plus vulnérables.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Sources : OCHA, CCCM, OIM, OSM

### 127 838\*

déplacés estimés depuis mai 2015

Dont :

- 101 905 déplacés internes
- 24 681 retournés tchadiens
- 1 252 ressortissants des pays tiers

Source : Cluster Abris / AME / CCCM – OIM (Matrice de suivi des déplacements d'octobre 2017)

### 51 000

déplacés internes retournés dans leurs villages d'origine

Sources : évaluations multisectorielles de février et juin 2017

### 9 494

réfugiés dont 6 869 dans le camp de Dar-es-Salam depuis janvier 2015.

Source : HCR/CNARR (30/03/2018)

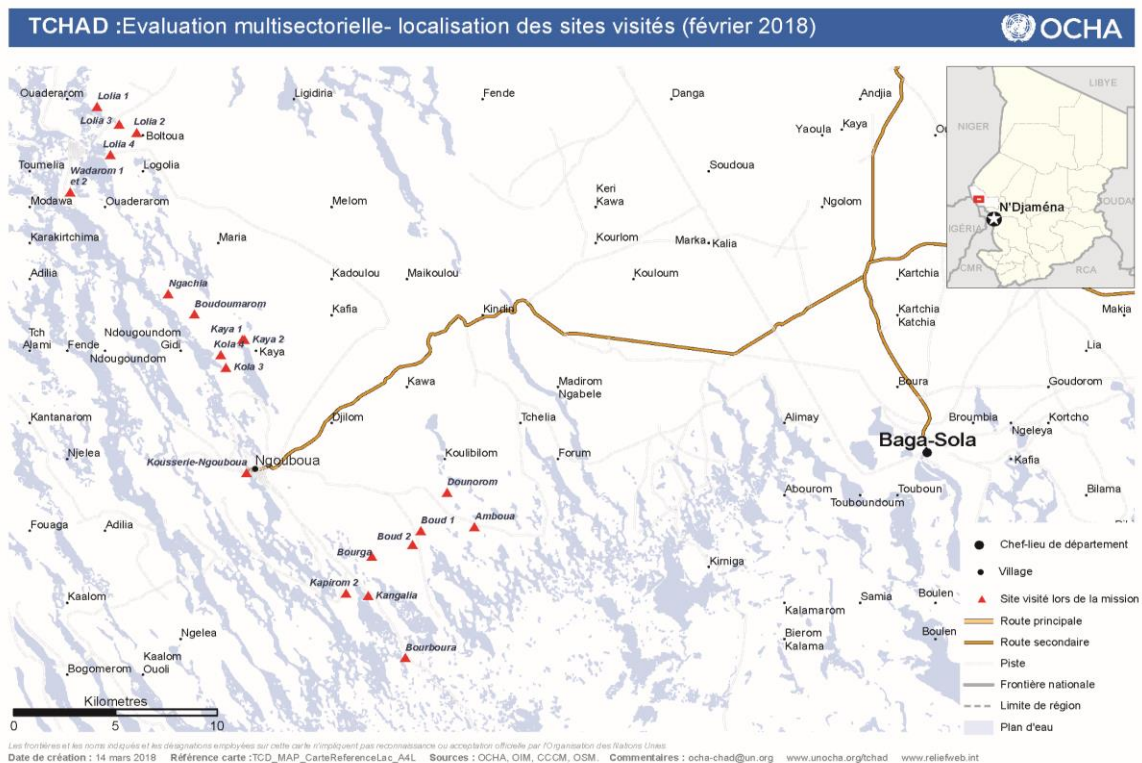
\* Pendant que les opérations d'enregistrement et de vérification sont en cours par le cluster Abris / AME / CCCM et l'OIM, ces chiffres clés sont les chiffres utilisés pour la planification stratégique 2018.

## Aperçu de la situation

La situation sécuritaire est marquée par le début de l'opération militaire conjointe de la Force Multinationale Mixte dans le bassin du lac Tchad, qui devrait se dérouler principalement du côté du Nigeria et durer jusqu'à la saison des pluies (juin). Contrairement aux opérations précédentes, cette opération conjointe sera accompagnée de bombardements aériens et d'un appui d'artillerie. Cela pourrait entraîner de nouveaux mouvements de population et restreindre l'accès humanitaire dans certaines zones, ainsi que générer des restes explosifs de guerre (UXO) dans la zone d'opération.

Selon les résultats du sondage sur l'accès humanitaire, d'octobre à décembre 2017, les organisations ayant répondu au sondage déclarent que leurs interventions humanitaires ont été moyennement affectées par l'insécurité et les opérations militaires, notamment 61% dans la sous-préfecture de Kaiga Kindjiria, et 65% à Ngouboua. Globalement, cela représente une amélioration par rapport au troisième trimestre 2017 qui était marqué par une majorité d'organisations se déclarant fortement affectées. De manière générale, la présence des acteurs humanitaires reste encore limitée dans certaines zones, comme Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia.

Une évaluation multisectorielle dans la sous-préfecture de Ngouboua, conduite du 6 au 7 février 2018, a couvert 20 sites accueillant 9 015 personnes (2 523 ménages). Cette évaluation fait partie d'une série d'évaluation depuis novembre 2017, suite à l'identification par l'OIM de sites qui n'ont jamais été évalués. L'évaluation dans la zone de Ngouboua a identifié des besoins importants en sécurité alimentaire, articles ménagers essentiels, santé et éducation. Huit sites ont été identifiés comme prioritaires : Kola 3, Kola 4, Lolia 2, Kaya 1, Kaya 2, Boud 2, Boudoumarom et Kangalia.



La cinquième et dernière évaluation multisectorielle de cette série a eu lieu du 27 au 29 mars dans les îles de Kangalom. Sur les 13 sites et villages à évaluer, sept (Blarigui, Doubaba, Korodji, Farguimi, Tchongolé, Barkaria 1 et Barkaria 2) ont pu être visités. Les six autres (Daal, Maday, Megra, Ridjibo, Ndjiguilia et Choua) n'ont pas été évalués à cause de l'inaccessibilité physique en cette période où le niveau des eaux du lac diminue et les herbes mouvantes empêchent une navigation fluide dans les îles. Le site de Tchongolé a été évalué par l'équipe de REACH qui a séjourné dans cette zone.

Suite à la finalisation de cette série d'évaluations multisectorielles, un atelier a été organisé les 10 et 11 avril et a réuni les coordonnateurs des clusters nationaux, les sous clusters régionaux, et les structures techniques étatiques régionales, afin d'analyser les résultats de ces évaluations, la réponse fournie, et d'identifier ainsi les sites

prioritaires et les besoins non encore couverts. Des critères de sévérité ont été définis conjointement et ont permis la révision du niveau de sévérité de chaque site et village en fonction des besoins identifiés et de la réponse fournie. Les besoins chiffrés par secteur, notamment financiers, sont en cours de finalisation. Ceci permettra de renforcer la priorisation de la réponse humanitaire dans la région et le plaidoyer, dans un contexte de faible financement. Au total 95 sites ont été couverts par la série d'évaluations multisectorielles entre novembre 2017 et mars 2018.

Selon [l'évaluation multisectorielle conduite par REACH en novembre 2017](#), **les trois causes principales de mouvements dans la région du Lac sont l'insécurité, la perte des moyens d'existence, et les problèmes d'accès à la nourriture**. L'insécurité alimentaire est donc une cause importante de déplacements, entraînant des déplacements secondaires vers des sites où l'aide humanitaire est disponible, ainsi que des mouvements pendulaires et saisonniers. Certains sites visités étaient désertés, confirmant ainsi la dynamique de retour vers les zones d'origine, ainsi que l'existence de mouvements pendulaires en fonction du calendrier agricole. Les déplacements se font essentiellement au sein de la même sous-préfecture. Les mesures de restriction de circulation des biens et des personnes continuent de fragiliser l'accès aux moyens de subsistance. De même, la concentration des déplacés dans les principaux sites limite l'accès à la terre et entraîne une dépendance accrue à l'assistance humanitaire. Ainsi, dans 35% des sites, les déplacés déclarent que la population n'a aucun accès à la terre, et les distributions alimentaires sont les principales sources de nourriture dans 62% des sites. Cette concentration de populations peut également conduire à des tensions communautaires.

L'évaluation de REACH révèle également que **l'accès aux services de base reste un défi majeur pour l'ensemble de la population, déplacée ou non** : moins de 30% des villages enquêtés comptent une école primaire et en état de fonctionner. L'accès aux soins de santé est limité par le manque de transport et le coût élevé des soins. L'accès à une eau potable de qualité reste également un défi. Une nouvelle évaluation dans les zones de retour dans les îles au sud de Bol et Kangalom a été conduite entre mars et avril et les résultats sont en cours de finalisation.

**Selon les résultats du Cadre harmonisé de mars 2018, plus de 159 000 personnes seront en phases « crise » et « urgence »** et auront besoin d'assistance alimentaire dans la région du Lac pendant la période de soudure 2018 (juin-août). La situation alimentaire de plus de 169 000 personnes sera également précaire. Ceci représente une détérioration de la situation par rapport à la période de soudure 2017, durant laquelle 123 000 personnes étaient en phases « crise » et « urgence » dans la région.

**Les incendies sont récurrents dans la région**, souvent liés aux feux allumés dans des cases en paille. Ainsi, le 11 avril, un incendie a endommagé une case sur le site de Kafia. Le 8 mars, un incendie au village Bah Boul (à 7 km de Baga Sola) a causé le décès d'un enfant et de nombreux dégâts matériels. Dans ce contexte, il est nécessaire de sensibiliser les communautés afin de réduire les risques, mettre en place un système d'alerte précoce et une stratégie de préparation à ce type d'incident ponctuel ainsi que des stocks de contingence pour appuyer les victimes d'incendies.

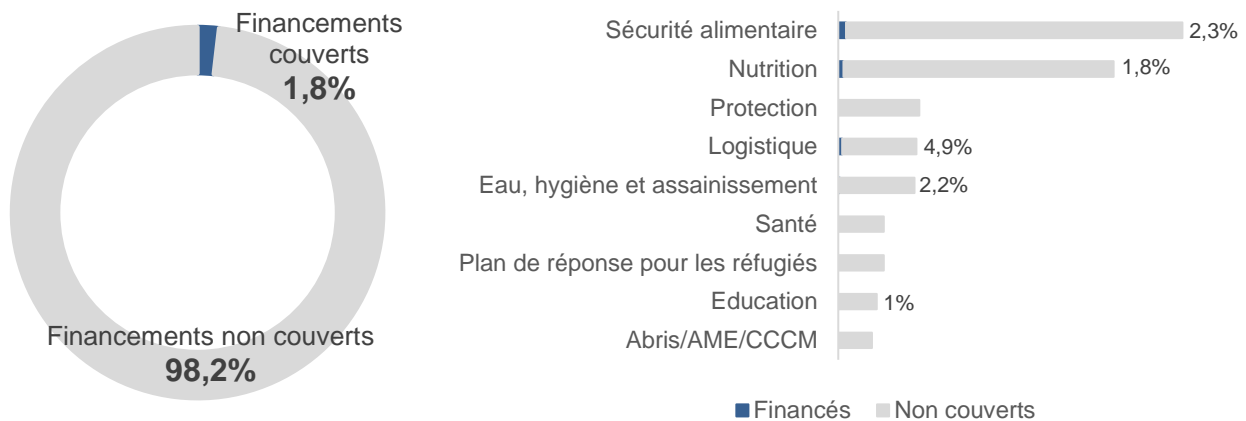
## Financement

[L'aperçu des besoins humanitaires et des priorités de réponse à la crise dans le bassin du lac Tchad](#) identifie un demi-million de personnes dans le besoin d'assistance humanitaire dans la région du Lac au Tchad. Plus de 179,4 millions de dollars américains doivent être mobilisés en 2018 pour que la communauté humanitaire puisse soutenir les 353 000 personnes les plus vulnérables.

Cluster	Besoins financiers (en millions USD)
Abris/AME/CCCM	5 907 641
Eau, hygiène et assainissement	13 448 832
Education	6 766 604
Logistique	13 762 526
Nutrition	48 520 230
Réponse multisectorielle pour les réfugiés	8 021 686

Protection	14 285 745
Santé	8 021 730
Sécurité alimentaire	60 669 362
<b>Total</b>	<b>179 404 356</b>

Au 19 avril 2018, **1,8%** des 179,4 millions de dollars requis en 2018 (3,3 millions de dollars américains reçus) pour la réponse à la crise dans la région du Lac au Tchad ont été couverts.



Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

## Réponse humanitaire (janvier et février 2018)



### Abris – Articles ménagers essentiels – CCCM (Coordination et gestion des sites de déplacés – sites spontanés et villages hôtes)

#### Chiffres clés sur la réponse :

- Le suivi des déplacements continue. Selon le rapport de l'OIM de février 2018, 142 localités ont été évaluées (109 sites et 33 villages hôtes) sur 202 identifiées.

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- 30% des lieux de déplacements n'ont pas encore été couverts par l'équipe DTM de l'OIM.
- Manque de réalisation des profils des sites par le cluster CCCM.
- Sous-financement du DTM et du cluster Abris/AME/CCCM.
- Multiplication des sites de déplacés dans la région du Lac suite aux conflits conduisant à la division de certains sites et à la recherche de l'assistance provoquant des mouvements secondaires. La situation est toutefois plus stable depuis fin 2017.
- Manque d'outil biométrique devant garantir l'unicité lors des enregistrements.



## Eau, hygiène et assainissement

### Chiffres clés sur la réponse :

- 32 forages ont été réalisés en janvier et février 2018, soit un cumul de 341 forages sur un besoin estimé de 561 forages, promouvant l'accès à l'eau potable pour 170 500 personnes (soit au total 61% de taux d'accès à l'eau potable dans les sites et villages hôtes cibles).
- 603 latrines ont été réalisées en janvier et février 2018, soit un cumul de 3 843 sur un besoin estimé de 11 579 permettant d'atteindre un taux de couverture de 33%.
- 4 382 kits d'hygiène ont été distribués en janvier et février 2018, soit un cumul de 6 544 kits sur un besoin estimé de 53 907, soit un taux de couverture d'hygiène de 12%.

**61%**

Taux d'accès à l'eau potable dans les sites et villages hôtes cibles

### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Selon le rapport de l'OIM de février 2018, 78% des sites (soit 111 sites) n'ont pas de latrines. Pour les sites avec latrines, le ratio est de 25 personnes par latrines. Malgré la présence de latrines dans certains sites, elles sont peu utilisées.
- Selon l'évaluation multisectorielle de REACH de novembre 2017, la sous-préfecture de Ngouboua serait la zone la plus précaire, avec 92% des villages et 100% des sites où la défécation se fait à l'air libre.
- Toujours selon le rapport de l'OIM, concernant les défis liés à la qualité de l'eau, 51% des sites ont rapporté des problèmes de goût, 37% des problèmes liés à une eau trouble, 26% la non-potabilité de l'eau, 17% des problèmes d'odeur de l'eau. 26% des sites n'ont rapporté aucun problème lié à la qualité de l'eau.



## Education

### Chiffres clés sur la réponse :

- 41 452 élèves dans 181 écoles ont reçu 29 072 manuels scolaires en sciences, lecture et mathématiques en janvier 2018.
- En février 2018, dans les inspections pédagogiques de Bol et de Baga Sola, 155 enseignants et 170 membres des associations de parents d'élèves de 85 écoles cibles du projet Children Of Peace ont été formés en appui psychosocial et gestion des risques.
- 507 élèves ont bénéficié des repas scolaires du PAM en janvier, et 2 120 en février 2018.

**176 000**

Enfants ayant besoin d'éducation en situation d'urgence



## Nutrition

### Chiffres clés sur la réponse :

- Prise en charge de la malnutrition aigüe sévère (MAS) :
  - En février 2018, 2 773 enfants âgés de 6-59 mois souffrant de MAS ont été pris en charge dans la région du Lac.
  - En janvier 2018, 2 115 enfants âgés de 6-59 mois souffrant de MAS ont été pris en charge.
- Prise en charge de la malnutrition aigüe modérée (MAM) :
  - En février 2018, 1 134 femmes enceintes et allaitantes souffrant de MAM ont reçu des suppléments nutritionnels.
  - En janvier 2018, les activités de prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes ont été suspendues à cause d'une rupture dans la chaîne d'approvisionnement en suppléments nutritionnels
- Prévention de la malnutrition :
  - En février 2018, 10 633 enfants âgés de 6-23 mois ont bénéficié de suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition dans les sites de déplacés.

**10 693**

Enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère en 2018



- En janvier 2018, 9 378 enfants âgés de 6-23 mois ont bénéficié de suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition dans les sites de déplacés.
- Résultats des dépistages de janvier et février 2018 :
  - Le dépistage de février a concerné 409 enfants âgés de 6-59 mois dont 211 filles. Les résultats montrent des prévalences de 2,44% (10 enfants) pour la MAS et 11,49% pour la MAM. Il y'a pas eu de dépistage en janvier.
  - Le tableau ci-dessous présente les résultats du dépistage de la malnutrition aiguë réalisé chez les enfants âgés de 6 à 23 mois qui sont admis dans le programme de prévention de la malnutrition dans les sites de déplacés. En janvier, 4% souffraient de malnutrition contre 6% en février. La légère augmentation de la proportion des enfants souffrant de malnutrition en février 2018 est liée à l'enrôlement des enfants issus de nouveaux sites (dont la situation nutritionnelle est préoccupante) dans le programme de prévention de la malnutrition.

Mois	Total d'enfants dépistés	SAINS	MAG	MAM	MAS
Janvier	7 892	96.29%	3.71%	3.09%	0.62%
Février	6 383	94.27%	5.73%	4.89%	0.85%

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Les évaluations multisectorielles qui ont concerné 95 sites montrent 56 sites en situation préoccupante et critique sur base des critères validés par le sous cluster santé-nutrition et le cluster national (besoins non couverts ou partiellement couverts).
- Le manque de financement entraîne un manque de ressources humaines qualifiées.



#### Protection / Services communautaires

#### Chiffres clés sur la réponse :

- En janvier et février 2018, 144 incidents de protection ont été rapportés, parmi lesquels des violations du droit à la propriété, des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique y compris les violences sexuelles et des violations du droit à la liberté. Le soutien apporté aux victimes inclut un plaidoyer auprès des responsables et le référencement des victimes auprès des structures sanitaires, humanitaires et juridiques les plus proches.
- En février 2018, 144 cas de violences basées sur le genre (VBG) ont été rapportés, parmi lesquels 28% de violences psychologiques, 26% d'agressions physiques et 25% de dénis de ressources. 95% des survivantes de VBG ont reçu un appui psychosocial, néanmoins seules 24% ont reçu un appui médical et 11% un appui juridique. En janvier 2018, 106 cas de VBG avaient été rapportés, parmi lesquels 33% d'agressions physiques et 27% de dénis de ressources. Toutes les survivantes de VBG ont reçu un appui psychosocial, néanmoins seules 20% de celles qui en avaient besoin ont reçu un appui médical, et 3% un appui juridique.

144

Cas de violences basées sur le genre rapportés en février 2018

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Un défi majeur pour répondre aux besoins humanitaires dans la région du Lac est le manque d'informations fiables sur les risques et les mouvements des personnes déplacées. Un second défi est le problème d'accès physique à certains sites pour des raisons de sécurité et des conditions environnementales.
- La prise en charge holistique des victimes est un besoin non-couvert persistant. En particulier, le manque de prise en charge légale est lié à l'insuffisance des structures judiciaires dans la région, à la méconnaissance des procédures par les victimes, et à la peur de représailles et de stigmatisation qui pousse les victimes à décliner l'assistance juridique.



### Chiffres clés sur la réponse :

- En février 2018, 6 338 personnes ont pu avoir accès aux soins de santé à travers l'appui aux centres de santé et les cliniques mobiles, et 6 599 en janvier 2018. Les pathologies les plus courantes traitées étaient les infections respiratoires aiguës, le paludisme et la diarrhée.
- 3 835 enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite, 3 568 enfants administrés à la vitamine A et 3 498 enfants déparasités pendant la campagne de vaccination contre la polio du 2 au 5 mars 2018. La répartition des enfants selon leur statut (réfugiés, déplacés et hôtes) se trouve dans le tableau ci-dessous :

## 6 338

bénéficiaires ont eu accès aux soins de santé en février 2018

Enfants	Polio	Vitamine A	Mebendazole
Réfugiés	1 269	1 148	1 148
Déplacés	1 860	1 757	1 701
Communautés hôtes	706	663	649
<b>Total vaccinés</b>	<b>3 835</b>	<b>3 568</b>	<b>3 498</b>

### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Il y a besoin de financer trois cliniques mobiles dans les 12 sites couverts par l'ONG IRC. A ce jour trois cliniques mobiles sont fonctionnelles sur les six sollicitées.
- La grève du personnel de l'Etat a ralenti les activités dans les formations sanitaires.



### Sécurité alimentaire / Moyens d'existence

### Chiffres clés sur la réponse :

- Distributions de vivres :
  - En février 2018, les distributions alimentaires ont atteint 74 733 personnes soit 2 345 réfugiés et 72 388 déplacés internes.
  - En janvier 2018, les distributions alimentaires ont atteint 66 655 personnes soit 2 345 réfugiés et 64 310 déplacés internes.
- Transferts monétaires :
  - En février 2018, les transferts monétaires ont atteint 42 079 personnes soit 6 225 réfugiés et 35 854 déplacés.
  - En janvier 2018, les transferts monétaires ont atteint 40 927 personnes soit 6 189 réfugiés et 34 738 déplacés.
- Soutien aux moyens d'existence :
  - En février 2018, les activités de soutien aux moyens d'existence ont touché 6 282 personnes soit 1 724 hôtes et 4 558 déplacés. Elles ont inclus des distributions de matériels agricoles, de semences, et des formations.

## 116 812

Personnes bénéficiaires d'assistance alimentaire en février 2018

### Besoins non-couverts et contraintes :

- La finalisation des forages solaires pour le démarrage des activités de maraichage a pris du retard dû à la panne de la foreuse.
- Les sites maraichers ne sont pas clôturés et les bénéficiaires redoutent la dévastation par les ennemis des cultures comme les gazelles et autres animaux.
- Les terres cultivables sont éloignées pour certains bénéficiaires de projets de maraichage. Les femmes qui rentrent tard à cause de la distance sont exposées aux risques de violences basées sur le genre.
- Il manque des portes-tout pour le transport des produits maraichers pour les sites distants.

## Coordination

- Visite de haut-niveau** : les 26 et 27 février, la Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Mme. Ursula Mueller, a visité le Tchad et s'est rendue dans la région du Lac le 27 février, afin de constater par elle-même les conséquences humanitaires de la crise dans le bassin du lac Tchad. Elle a rencontré le Gouverneur de la région du Lac, les populations affectées (déplacées et hôtes) et les partenaires humanitaires et de développement opérant dans la région. Au terme de sa visite, **Mme. Mueller a appelé à des financements accrus** pour répondre aux besoins humanitaires et de protection, ainsi qu'à la mise en place de solutions durables pour les personnes affectées par la crise dans la région du Lac.
- Lien humanitaire et développement** : un plan de sécurité et de développement de la région du Lac est en cours d'élaboration par les autorités régionales. Le lancement des travaux d'élaboration a eu lieu le 6 avril à Bol, sous la direction du Gouverneur de la région du Lac et en présence du Coordonnateur humanitaire, M. Stephen Tull, de l'Union européenne ainsi que des partenaires. La visite de l'île de Kadoulou, à une dizaine de kilomètres de Bol, où des personnes déplacées sont retournées, a permis de souligner la nécessité de considérer les zones de retour dans le plan de développement, avec des activités de renforcement de l'accès aux services sociaux de base et des moyens d'existence. Un comité d'élaboration du plan a été mis en place et le plan est attendu pour septembre.

### Historique de la crise

Depuis début 2015, la région du Lac est sévèrement affectée par l'impact de la crise nigériane. Les opérations militaires en cours et les incidents sécuritaires (attaques contre les villages, vols de bétail, UXOs), particulièrement dans les zones frontalières avec le Nigeria et le Niger, ont entraîné le déplacement de plus de 130 000 personnes et affecté les communautés locales déjà vulnérables. La fermeture des frontières avec le Nigeria, l'instauration et la prolongation de mesures liées à l'état d'urgence, ainsi que les restrictions de mouvements qui en résultent, ont eu un impact négatif sur les moyens d'existence des ménages, augmentant l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Dans un contexte de faible accès aux services essentiels de base (santé, éducation, eau), les déplacements exercent une pression accrue sur les structures existantes.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**M. Florent Méhaule**, Chef de bureau, mehaule@un.org, +235 68 85 10 04

**M. Abdoulaye Sawadogo**, Chef de bureau adjoint, sawadogoa@un.org, +235 68 85 10 05

**Mme Naomi Frerotte**, Chargée d'Information Publique, frerotte@un.org, +235 66 90 16 33

**Mme Clara Laire**, Chargée du Reporting / Plaidoyer, clara@un.org, + 235 66 90 17 14

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad> ou vous inscrire à notre [liste de distribution](#).